Mercredi 29 Mars 2023

ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: M. Faïd procède à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé mardi à Alger à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires (HCRB), une instance chargée notamment d'identifier les

risques budgétaires potentiels, susceptibles d'affecter les finances publiques, d'évaluer leur probabilité de survenance, ainsi que d'apprécier les dispositifs existants visant à maîtriser ces risques, indique un communiqué du ministère.

ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La vulgarisation des dispositions de la loi organique relative aux lois de

Finances thème de journées d'études à Alger

La vulgarisation des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, et la mise en place du budget programme au titre de l'année 2023, ont été au centre de journées d'études ouvertes mardi à Alger, en présence du ministre des Finances Laaziz Faïd, indique un communiqué du ministère.

Destinée aux responsables des programmes et ceux de la fonction financière des ministères et des institutions publiques, cette rencontre de deux jours permet "d'expliquer les concepts, processus et méthodes liés à la préparation et à l'exécution budgétaire conformément au nouveau cadre budgétaire prévu par la loi organique n 18-15 du 02 septembre 2018 relative aux lois de finances", selon la même source.

ALGÉRIE PRESSE SERVICE

BNA: près de 13.000 crédits d'une valeur avoisinant 1600 mds DA octroyés en 2022

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a octroyé à sa clientèle près de 13.000 crédits en 2022 d'une valeur avoisinant 1600 mds DA, dédiés majoritairement au financement des projets d'investissement, a appris l'APS auprès de cette banque publique.

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

Installation du Haut Comité d'Evaluation et d'Alerte des Risques Budgétaires

Le ministre des Finances, M. Laâziz Fayed, a procédé, hier, au siège de son département ministériel, à l'installation du Haut Comité d'Evaluation et d'Alerte des Risques Budgétaires (HCRB). Ce comité intervient en application de l'article 14 du décret exécutif n°20-335 du 22 novembre 2020, fixant les modalités de conception et d'élaboration du cadrage budgétaire à moyen terme, ainsi que par l'arrêté du 27 Chaoual 1442 correspondant au 8 juin 2021, fixant ses missions et son organisation.

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

Finances : Faïd procède à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires

Le ministre des Finances, LaazizFaïd, a procédé, ce mardi à Alger à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires (HCRB), une instance chargée notamment d'identifier les risques budgétaires potentiels, susceptibles d'affecter les finances publiques, d'évaluer leur probabilité de survenance, ainsi que d'apprécier les dispositifs existants visant à maîtriser ces risques, indique un communiqué du ministère.

Banque nationale d'Algérie : Prés de 1600 mds DA de crédits octroyés en 2022

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a octroyé à sa clientèle près de 13.000 crédits en 2022 d'une valeur avoisinant 1600 mds DA, dédiés majoritairement au financement des projets d'investissement, a appris l'APS auprès de cette banque publique.

Selon les données de la BNA, le nombre de dossiers de crédit traités en 2022 a atteint les 12.590 dossiers contre 11.058 dossiers en 2021, soit une hausse de 13.85%. La valeur des crédits octroyés est de l'ordre de 1589,2 mds DA en 2022 contre 1442 mds DA l'année précédente (+10.22%).

Conseil de la nation : Séance plénière ce mercredi

Le Conseil de la nation tiendra, mercredi, une séance plénière consacrée au débat et à l'examen de projets de lois, indique ce mardi un communiqué de la Chambre haute du Parlement.

M. Faïd procède à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé mardi à Alger à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires (HCRB), une instance chargée notamment d'identifier les risques budgétaires potentiels, susceptibles d'affecter les finances publiques, d'évaluer leur probabilité de survenance, ainsi que d'apprécier les dispositifs existants visant à maîtriser ces risques, indique un communiqué du ministère.

Finances : Le Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires installé

Le Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires (HCRB), a été installé ce mardi, par le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

Créé en application du décret exécutif n 20-335 fixant les modalités de conception et d'élaboration du cadrage budgétaire à moyen terme, ainsi que par l'arrêté du 8 juin 2021 fixant ses missions et son organisation, ce comité se charge aussi de la mise en place d'une plate-forme d'échange de données avec les institutions de l'administration publique et d'une démarche de suivi de l'évolution des indicateurs de gestion des risques budgétaires.

L'EXPRESSION dz.com Le Quotidien

Une agence nationale et un réseau dédiés à la recherche

L'État met le paquet sur le dessalement

L'université est prête à accompagner les pouvoirs publics dans sa recherche d'autres alternatives pour optimiser l'exploitation de nos ressources en eau. Nos chercheurs sont engagés dans la démarche.

Le plan de rationnement de l'eau, mis en place par les pouvoirs publics, en 2021, n'aurait jamais suffi seul. Le manque de précipitations a aggravé la pénurie d'eau potable. Malgré les estimations les plus pessimistes, il existe au moins deux gisements à mettre à profit pour favoriser l'accès à l'eau. Au Nord, nous avons plus de 1 680 kilomètres de côtes. Au Sud, le pays a été gâté par Dame nature avec la plus grande nappe d'eau souterraine au monde;

L'EXPRESSION dz.com Le Quotidien

Adhésion aux brics

Plusieurs exigences satisfaites

L'enjeu consiste pour l'Algérie de donner plus d'épaisseur économique à son dossier d'intégration manifestement solide politiquement.

La perspective de voir l'Algérie accéder au club des Brics bénéficie manifestement de l'appui politique nécessaire des membres de ce bloc économique qui compte aussi dans les enjeux des relations internationales dans un contexte de redistribution des cartes et des influences. Il appartient visiblement au gouvernement d'améliorer les indicateurs de l'économie nationale et les performances financières pour rendre plus solide la demande d'accession.

Industrialisation, exportations, filière automobile, énergies renouvelables, hydrogène vert...

L'Algérie voit grand!

2023 sera incontestablement l'année de la concrétisation de défis économiques vitaux pour l'avenir du pays.

Si le mois sacré focalise toutes les attentions, il ne faut pas pour autant occulter l'«historique» pas en avant que le pays est sur le point de franchir. N'entre pas, en effet, aux Brics qui veut. L'Algérie est sur le point de les rejoindre. Et ce n'est dû ni au hasard ni à un quelconque calcul de stratégie géopolitique. Il faut, en effet, montrer «patte blanche», remplir des conditions strictes, des critères intangibles sur lesquels on ne badine pas pour intégrer ce «bloc» de cinq pays qui compte en son sein des puissances économiques mondiales et régionales (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud).

La loi sur la monnaie et le crédit dimanche devant l'APN : Un nouveau souffle pour le système bancaire.

Présenté, début février dernier, devant la commission des finances et du budget de l'APN, le projet de loi sur la monnaie et le crédit, qui a pour but de renforcer la gouvernance et la transparence du système bancaire algérien, devrait être soumis au débat des parlementaires dans les tout prochains jours.

Selon diverses sources, ce projet de loi abrogeant l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, modifiée et complétée, sera présenté par le ministre des Finances, dimanche matin, à l'hémicycle avant d'ouvrir, dans l'après-midi, le débat général qui devrait se poursuivre également lundi matin.

L'Algérie fait partie des 26 pays du monde qui ont enregistré un excédent commercial en 2022

Selon l'agence russe RIA Novosti

Le solde global de la balance des paiements au cours des neuf premiers mois de 2022 a affiché un excédent «appréciable» de 11,830 milliards de dollars, contre un déficit de 2,477 milliards de dollars à fin septembre 2021, selon les chiffres du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Ce montant a classé l'Algérie parmi les 26 pays qui ont enregistré un excédent de la balance commerciale en 2022.

Balance commerciale : l'Algérie parmi les rares pays dans le monde ayant réalisé un excédent

Dans une étude mondiale, l'Algérie se positionne parmi les 26 rares pays à enregistrer un excédent de la balance commerciale dans le monde. L'équipe Dzair Daily vous informe des dernières nouvelles, dans son édition du mardi 28 mars 2023.

Baisser la facture d'importation et élever celle des exportations hors hydrocarbures est synonyme de rééquilibrage commercial. En effet, celle-ci constitue l'un des principaux enjeux du développement de l'économie algérienne. Pour les données relatives à l'année 2022, l'Algérie figure parmi les 26 pays à enregistrer un excédent de la balance commerciale.

Des banques au top ?

Tous les indicateurs bancaires semblent donner satisfaction aux professionnels du secteur. A commencer par la Finance islamique, grâce à laquelle plus de 594 milliards de dinars (DA) ont été collectés par les banques algériennes, au 31 décembre 2022. Une somme à couper du total de l'argent en circulation hors des circuits bancaires, estimé à plus d'un tiers de la masse monétaire globale en Algérie, soit quelque 7.395 milliards de dinars à fin septembre dernier.

Une goutte d'eau dans un océan ces 594 milliards de dinars collectés par les banques publiques dans le cadre de la Finance islamique ? Certes, c'est infime par rapport à la globalité de la circulation fiduciaire hors des banques, le taux collecté étant à hauteur de 8 % de la

masse globale, mais il ne faut pas faire la fine bouche devant cette réalisation, qui peut inciter à une bancarisation plus importante de l'argent informel dans l'avenir.

ALGERIE ECO

Finances : installation d'un Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé mardi à Alger à l'installation du Haut comité d'évaluation et d'alerte des risques budgétaires (HCRB), une instance chargée notamment d'identifier les risques budgétaires potentiels, susceptibles d'affecter les finances publiques, d'évaluer leur probabilité de survenance, ainsi que d'apprécier les dispositifs existants visant à maîtriser ces risques, indique un communiqué du ministère.

Créé en application du décret exécutif n 20-335 fixant les modalités de conception et d'élaboration du cadrage budgétaire à moyen terme, ainsi que par l'arrêté du 8 juin 2021 fixant ses missions et son organisation, ce comité se charge aussi de la mise en place d'une plate-forme d'échange de données avec les institutions de l'administration publique et d'une démarche de suivi de l'évolution des indicateurs de gestion des risques budgétaires, précise la même source.

ALGERIE ECO

BNA : près de 13.000 crédits d'une valeur avoisinant 1600 mds DA octroyés en 2022

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a octroyé à sa clientèle près de 13.000 crédits en 2022 d'une valeur avoisinant 1600 mds DA, dédiés majoritairement au financement des projets d'investissement.

Selon les données de la BNA, rapportées ce mardi par l'agence APS, le nombre de dossiers de crédit traités en 2022 a atteint les 12.590 dossiers contre 11.058 dossiers en 2021, soit une hausse de 13.85%. La valeur des crédits octroyés est de l'ordre de 1589,2 mds DA en 2022 contre 1442 mds DA l'année précédente (+10.22%).

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Avec une valeur avoisinant 1600 mds DA La BNA a accordé 13 000 crédits à sa clientèle en 2022

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a octroyé à sa clientèle près de 13 000 crédits en 2022 d'une valeur avoisinant 1 600 mds DA, dédiés majoritairement au financement des projets d'investissement, a appris l'APS auprès de cette banque publique.

Selon les données de la BNA, le nombre de dossiers de crédit traités en 2022 a atteint les 12 590 dossiers contre 11 058 dossiers en 2021, soit une hausse de 13.85%. La valeur des crédits octroyés est de l'ordre de 1589,2 mds DA en 2022 contre 1442 mds DA l'année précédente (+10.22%).

La BNA, dont le chiffre d'affaires pour l'exercice écoulé a dépassé 160 mds DA, a contribué à l'appui de dizaines de grandes, petites et moyennes sociétés pour leur permettre de réaliser leurs projets d'investissement, financer les circuits d'exploitation, accompagner les petits projets et les personnes. Les dossiers sont traités en 30 jours et 15 jours pour le traitement des demandes de crédits. Le secteur de l'industrie manufacturière vient en tête des secteurs ayant bénéficié des crédits BNA en 2022 avec un total de 590.2 mds DA, suivi du secteur du bâtiment avec plus de 262 mds DA, santé et activités sociales (près de 244 mds), production et distribution de gaz et d'électricité (près de 196 mds) et l'industrie minière (163.5 mds).

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGÉRIE PRESSE SERVICE

مالية : السيد فايد ينصب اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانياتية والتحذير

قام وزير المالية، العزيز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، بتنصيب اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانياتية والتحذير، باعتبارها هيئة مكلفة بتحديد المخاطر الميزانياتية المحتملة التي قد تمس المالية العمومية وتقييم إمكانية حدوثها وكذا تقييم الآليات المتواجدة التي تهدف إلى التحكم في هذه المخاطر, حسب بيان للوزارة.

وأوضحت الوزارة في بيانها أن هذه اللجنة المنشأة طبقا للمرسوم التنفيذي رقم 20-335 المحدد كيفيات تصميم وإعداد الإطار الميزانياتي المتوسط المدى وكذا القرار المؤرخ في 8 يونيو 2021 الذي يحدد مهامها وتنظيمها، تتكفل أيضا بوضع منصة تبادل المعطيات مع مؤسسات الإدارة العمومية ومتابعة تطور مؤشرات تسيير المخاطر الميزانياتية.

وزير المالية ينصب اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانياتية والتحذير

قام وزير المالية، العزيز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، بتنصيب اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانياتية والتحذير، باعتبارها هيئة مكلفة بتحديد المخاطر الميزانياتية المحتملة التي قد تمس المالية العمومية وتقييم إمكانية حدوثها وكذا تقييم الآليات المتواجدة التي تهدف إلى التحكم في هذه المخاطر، حسب بيان للوزارة.

وأوضحت الوزارة في بيانها أن هذه اللجنة المنشأة طبقا للمرسوم التنفيذي رقم 335-20 المحدد كيفيات تصميم وإعداد الإطار الميزانياتي المتوسط المدى وكذا القرار المؤرخ في 8 يونيو 2021 الذي يحدد مهامها وتنظيمها، تتكفل أيضا بوضع

وزير المالية ينصب اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانياتية والتحذير

قام وزير المالية، العزيز فايد، اليوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، بتنصيب اللجنة العليا لتقييم المخاطر الميزانياتية والتحذير، باعتبارها هيئة مكلفة بتحديد المخاطر الميزانياتية المحتملة التي قد تمس المالية العمومية وتقييم إمكانية حدوثها وكذا تقييم الآليات المتواجدة التي تهدف إلى التحكم في هذه المخاطر، حسب بيان للوزارة.

البنك الوطني: منح 13 ألف قرض بقيمة تناهز 1600 مليار دج في 2022

منح البنك الوطني الجزائري حوالي 13 ألف قرض لزبائنه خلال سنة 2022، بزيادة تناهز 14 بالمائة مقارنة بسنة 2021 وبقيمة مالية قدرها حوالي 1600 مليار دج. أغلبها موجه لتمويل مشاريع إستثمارية.

وأظهرت بيانات البنك أن عدد ملفات القروض المالية المعالجة السنة الماضية بلغ 12590 ملفا. فيما بلغت قيمة القروض الممنوحة 2ر1589 مليار دج سنة 2022. وساهم البنك الذي تجاوز رقم أعماله السنة الماضية 160 مليار دج. في دعم عشرات المؤسسات الكبرى، الصغيرة والمتوسطة لتحقيق مشاريعها الإستثمارية وتمويل دورات إستغلالها. وكذا دعم المشاريع المصغرة والأفراد، مع معالجة الملفات في مدة 30 يوم، فيما عالج طلبات قروض الأفراد في 15 يوم.

الشروق اليومي
إخبارية وطنية
رأينا صواب يحتمل الخطأ ورأيكم خطأ يحتمل الصواب

البنك الوطني الجزائري: ارتفاع تحويلات التجارة الإلكترونية بنسبة 88 بالمئة

ارتفعت التحويلات المالية التي أجراها زبائن البنك الوطني الجزائري، في إطار التجارة الإلكترونية عام 2022، بنسبة 88 بالمئة. مقارنة بـ2021.

وحسب بيان للبنك، فقد سجّلت 958.087 عملية تحويل للأموال في إطار التجارة الإلكترونية في 2022. مقابل 509.407 عملية في السنة التي قبلها.

*

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les mesures encadrant les importations en cours d'allégement

A la lumière des mesures annoncées en matière d'encadrement du commerce extérieur, le secteur se dirige vers l'allégement des procédures régissant les importations. Ayant connu de nombreux changements et des restrictions au cours de ces dernières années à travers les tours de vis opérés, le dispositif relatif aux importations est en cours d'assouplissement.

Tout a commencé le 23 mars quand le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a instruit l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) pour accélérer le traitement des dossiers d'importation en suspens et faciliter l'acheminement des produits non fabriqués localement. Autrement dit, assurer libération de l'importation des marchandises et des produits dont la production locale ne couvre pas le marché national. Quelques jours après, le 27 mars, le ministre revient à la charge et parle de bureaucratie. Il appelle à ce que *«tous les produits achetés, domiciliés et autorisés, notamment les matières premières et les intrants, doivent être libérés dans les meilleurs délais au vu de leur impact sur la production nationale»*. Les douanes seront d'ailleurs associées à cette démarche de facilitations dont l'objectif est d'assurer l'approvisionnement régulier des entreprises en matières premières et en équipements. *«Nous avons pris des décisions et les marchandises concernées sont connues. Nous avons tenu une réunion la semaine dernière et la liste de ces marchandises sera envoyée aujourd'hui (lundi 27 mars) aux services des douanes pour leur libération»*, a avancé le ministre. Cela pour souligner que désormais, il sera question de mettre fin aux lourdeurs administratives de manière à ne pas pénaliser les entreprises qui ont pour rappel subi l'impact des décisions prises dans le passé comme c'était le cas pour les laiteries. En décembre 2021, l'industrie de la transformation laitière avait, pour rappel, été fortement perturbée après le gel des dérogations d'importations de poudre de lait poussant des usines à l'arrêt, engendrant une pression sur certains produits laitiers et une hausse des prix. Une situation que les pouvoirs publics avaient essayé de rattraper en décidant la levée du gel. Mais, d'autres mesures restrictives ont suivi dans d'autres segments d'activités. Ce que les chefs d'entreprises et les organisations patronales avaient également regretté. Ce que le gouvernement tente aujourd'hui de rattraper en se penchant, via le département du commerce, sur la révision de l'organisation du Commerce extérieur et plus particulièrement les importations à travers des décisions qui visent à freiner «l'anarchie des importations, l'anarchie du transfert d'argent et l'anarchie». Le ministre l'a dit clairement : *«Nous sommes au début du chemin.»* C'est dire que beaucoup reste à faire pour passer cette phase de recadrage dans une économie qui dépend fortement des importations en intrants pour le fonctionnement des entreprises. *«Nous avons une économie extravertie et ce sont les importations qui appuient la croissance. Avec le fléchissement des décisions qui ont été prises par l'ancien ministre du Commerce et l'assouplissement administratif annoncé, les entreprises vont être plus à l'aise dans l'acte d'importations, particulièrement en matières premières et équipements»*, analyse à ce sujet Brahim Guendouzi, spécialiste en commerce extérieur. Pour ce dernier, d'autres allégements devraient suivre après la main levée décidée pour les marchandises bloquées aux ports. Il s'agit, par exemple, selon M. Guendouzi, de revoir les modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières, de produits et marchandises destinés à la revente en l'état tel que fixé dans le décret exécutif n°21-94 du 9 mars 2021, lequel avait suscité beaucoup d'inquiétudes auprès des importateurs. Le décret en question a mis à jour la nomenclature des activités relatives au secteur de l'importation pour la revente en l'état, à travers la réorganisation des groupes et des sous-groupes et l'introduction de nouvelles filières. Le pas sera-t-il franchi ? *«Au niveau du ministère du Commerce, on est en train d'examiner les produits importés destinés à la revente en l'état »*, a indiqué le ministre à ce sujet.

S. Imadalou

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

RAPPORT DE LA BM SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Baisse de la croissance pour le reste de la décennie

Indermit Grill, économiste en chef de la BM et premier vice-président pour l'économie du développement, avertit que *«le déclin actuel de la croissance potentielle a de graves implications sur la capacité du monde à relever les défis toujours plus nombreux de notre temps : la pauvreté persistante, le creusement des écarts de revenus et le changement climatique. Mais ce phénomène n'est pas irréversible. La vitesse limite de l'économie mondiale peut être relevée grâce à des politiques qui encouragent le travail, augmentent la productivité et accélèrent l'investissement».*

L'économie mondiale passera le reste de la décennie au ralenti. Un nouveau rapport de la Banque mondiale s'attend à une baisse de la croissance de long terme qui devrait s'établir en moyenne à 2,2% jusqu'à 2030 faisant de cette décennie *«celle à la plus faible croissance depuis le début du siècle»*. C'est en effet le niveau le plus bas depuis trois décennies indique le rapport en appelant à une nécessaire *«impulsion politique ambitieuse afin de stimuler la productivité et l'offre de travail, accroître les investissements et les échanges, et exploiter le potentiel du secteur des services»*.

Ce déclin de la croissance devrait toucher autant les pays développés que les pays en développement et émergents souligne l'institution de Bretton Woods dans son rapport qui est le premier du genre après la pandémie de Covid-19 et le déclenchement du conflit russo-ukrainien. *«Pour les économies en développement, la baisse sera tout aussi marquée : 6% par an entre 2000 et 2010 à 4% par an pendant le reste de la décennie actuelle. En outre, les baisses seraient beaucoup plus prononcées en cas de crise financière mondiale ou de récession»*, note le document de la BM.

Indermit Grill, économiste en chef de la BM et premier vice-président pour l'économie du développement, avertit que *«le déclin actuel de la croissance potentielle a de graves implications sur la capacité du monde à relever les défis toujours plus nombreux de notre temps : la pauvreté persistante, le creusement des écarts de revenus et le changement climatique. Mais ce phénomène n'est pas irréversible. La vitesse limite de l'économie mondiale peut être relevée grâce à des politiques qui encouragent le travail, augmentent la productivité et accélèrent l'investissement»*.

La Chine, qui jouait un rôle de traction de la croissance mondiale, ne le pourra pas assure la BM en raison du ralentissement de sa croissance. *«La question est désormais qui va remplacer la Chine dans son rôle, et nous pensons que cela ne doit pas venir d'un seul pays mais d'un groupe de pays»*, estime le même responsable lors d'une conférence de presse.

L'institution considère que la croissance potentielle peut être améliorée de 0,7 point de pourcentage en moyenne pour atteindre 2,9% à la condition que les pays optent pour une série de réformes axées sur la croissance durable en s'intéressant davantage au secteur de l'éducation et ce qu'il peut avoir comme impact sur l'économie. La pandémie de Covid a impacté négativement la

scolarité des enfants et adolescents avec des conséquences à long terme sur l'économie. La BM souligne que l'impact sur la croissance du retard en termes d'éducation provoqué par la pandémie *«ira bien au-delà de l'horizon fixé par ce rapport»*.

L'institution a, par ailleurs, averti sur l'effet des crises bancaires sur l'économie mondiale. *«Les récessions ont tendance à affaiblir la croissance potentielle. Les crises bancaires systémiques sont plus dommageables dans l'immédiat que les récessions, mais leur impact s'atténue en général avec le temps»* explique Franziska Ohnsorge, chef de service à la cellule Perspectives de la Banque mondiale et auteure principale du rapport.

En termes de mesures à mettre en action par les pays, la BM préconise d'abord une harmonisation des cadres monétaires, budgétaires et financiers en donnant la priorité à la maîtrise de l'inflation, à la stabilité du secteur financier et à la réduction de la dette entre autres actions. La BM suggère également d'intensifier les investissements, de réduire les coûts des échanges commerciaux, de miser sur les services et d'accroître la participation au marché du travail.

Nadjia Bouaricha

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL

COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE ENTRE
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET SON HOMOLOGUE ITALIEN

Tebboune participera à la 9e édition du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu mardi une communication téléphonique avec son homologue italien, Sergio Mattarella, lors de laquelle les deux parties ont abordé les relations bilatérales et des questions d'intérêt commun, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, ce jour, une communication téléphonique avec le président de la République italienne, pays amis, Sergio Mattarella, qui lui a présenté ainsi qu'au peuple algérien ses vœux à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan», lit-on dans le communiqué.

Les deux présidents ont évoqué «la prochaine réunion de la 9e édition du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée», ajoute la même source, précisant que «Monsieur le Président a accepté l'invitation de son homologue italien pour prendre part à la prochaine édition». Abordant les relations bilatérales, les deux chefs d'Etat «se sont félicités de la cadence de la coopération bilatérale réalisée, insistant sur la consolidation de la convergence et l'amitié profonde et ancrée unissant les deux pays amis», poursuit la même source. Les deux Présidents ont également passé en revue «des dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun servant l'intérêt et la stabilité de la région», a conclu le communiqué.

EL MASSA
المساء
يومية إخبارية وطنية

حسب حصيلة نشاط البنك الوطني الجزائري في 2022

ارتفاع في قروض الاستثمار والصناعة التحويلية في الصدارة

13 ألف قرض و160 ألف مليار لتمويل المشاريع استثمارية

زيادة بـ 109٪ في محفظة حسابات الزبائن الإسلامية

■ ارتفاع تحويلات التجارة الإلكترونية بنسبة 88٪

منح البنك الوطني الجزائري نحو 13 ألف قرض لزبائنه خلال سنة 2022، بزيادة تناهز 14٪ مقارنة بسنة 2021، وبقيمة مالية قدرها حوالي 1600 مليار دينار أغلبها موجه لتمويل مشاريع استثمارية.

سليم. ب

وأظهرت بيانات البنك العمومي، أن عدد ملفات القروض المالية المعالجة السنة الماضية بلغ 12590 ملف، مقابل 11058 ملف سنة 2021، أي بزيادة قدرها 13.85٪، فيما بلغت قيمة القروض الممنوحة 2. 1589 مليار دينار سنة 2022، وساهم البنك الذي تجاوز رقم أعماله السنة الماضية 160 مليار دينار، حسب المصدر، في دعم عشرات المؤسسات الكبرى، الصغيرة والمتوسطة لتحقيق مشاريعها الاستثمارية وتمويل دورات استغلالها، وكذا دعم المشاريع المصغرة والأفراد، مع معالجة الملفات في مدة 30 يوما، فيما عالج طلبات قروض الأفراد في 15 يوما.

وحل قطاع الصناعة التحويلية في مقدمة القطاعات التي استفادت من قروض البنك سنة 2022، بقيمة إجمالية بـ590.2 مليار دينار متبوعا بكل من قطاع البناء بأكثر من 262 مليار دينار والصحة والنشاطات الاجتماعية بقرابة 244 مليار دينار.

حوالي مليون عملية في إطار التجارة إلكترونية

تحقيقا للشمول المالي، واصل البنك رقمنة إجراءاته بما يسهل الولوج إلى المنتجات واستخدامها بما يتلاءم مع احتياجات زبائنه، حيث بلغت التحويلات المالية في إطار التجارة الإلكترونية السنة الماضية 958087 عملية مقابل 509407 عملية في سنة 2021، بزيادة قدرها 88٪.

أما من ناحية القيمة المالية لهذه العمليات، فقد بلغت 3.52 مليار دينار، مقابل 1.4 مليار دينار في 2021، أي بزيادة بـ149٪، وذلك بفضل ارتفاع عدد التجار الإلكترونيين المتعاملين مع البنك من 20 سنة 2021 إلى 35 تاجر إلكتروني السنة الماضية، كما ارتفع عدد الفضاءات الرقمية للبنك من 19 فضاء سنة 2021 إلى 31 في 2022، في انتظار استحداث 5 فضاءات رقمية جديدة.

كما وضع البنك السنة الماضية 9 موزعات آلية جديدة ليرتفع عددها الإجمالي إلى 169، تضاف إلى 100 شباك آلي للدفع، فيما بلغت قيمة الأموال المسحوبة عبر شبابيك البنك 64.3 مليار دينار.

وفي 2022، قام البنك، بتطوير نشاط الصيرفة الإسلامية من خلال افتتاح 5 وكالات جديدة موجهة حصريا للتمويل الإسلامي ليرتفع عدد الوكالات إلى 6، كما أطلق منتجات إسلامية جديدة ويستهدف إطلاق أخرى في 2023، فيما ارتفع عدد شبابيك الصيرفة الإسلامية إلى 65 شباك، وارتفعت محفظة حسابات الزبائن الإسلامية من 14875 حساب سنة 2021 إلى 31057 حساب في 2022 أي بزيادة +109٪.

EL MASSA
المساء
يومية إخبارية وطنية

قدم عرضا وافيا عن السوق المالية.. رئيس جمعية البنوك:

قروض السيارات بنسب فائدة مغرية.. وانتعاش في القروض الاقتصادية

59400 مليار ودائع بالصيغة الإسلامية لدى البنوك

الأولوية لتمويل الاستثمار.. و30 يوما لدراسة الملفات كأقصى تقدير

إطلاق بنكين بالسينغال وموريتانيا وبنك الجزائر الخارجي بفرنسا

37 ألف محطة دفع إلكتروني و3640 صراف ضمن رقمنة النظام المصرفي

كشف رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، لزهر لطرش، أنه تم إيداع ما يزيد عن 594 مليار دينار جزائري أي 59400 سنتيم في البنوك الجزائرية وفق صيغة الصيرفة الإسلامية، إلى غاية 31 ديسمبر 2022، مشيرا إلى أن اعتماد نسب فائدة مغرية جدا على القروض الموجهة لاقتناء سيارات ذات صنع محلي.

سليم.ب

ولدى نزوله ضيفا على القناة الثالثة الإذاعية، قال لطرش إن إيداعات الصيرفة الإسلامية على مستوى البنوك الجزائرية بلغت 594 مليار دينار جزائري منذ إطلاق هذا المنتوج، مشيرا إلى تحسن محسوس للإيداعات المجمّعة من الصيرفة التقليدية بفضل رفع النسب التي تقترحها البنوك للاستحقاقات الكبيرة، والتي تصل 60 شهرا فما فوق، مشيرا إلى أن اعتماد الصيرفة الإسلامية ساهم في تحسين رفع المستوى العام للإيداعات بشكل محسوس.

وفيما يتعلق بالقروض التي منحتها مجمل البنوك الجزائرية إلى غاية 31 ديسمبر 2022، أوضح لطرش أن حجمها ارتفع بـ8.75 في المائة مقارنة بسنة 2021، مرجعا هذا الارتفاع إلى الانتعاش الذي عرفته الساحة الاقتصادية، مؤكدا أن المؤشرات المالية تبين أن الاستثمار في الجزائر في مختلف قطاعات النشاطات في تطور إيجابي، مؤكدا أن التوجيهات المسداة ترجح كفة تمويل الاقتصاد الوطني في شقّ الاستثمار.

وفيما يتعلق بتحسن خدمة البنوك، أشار لطرش إلى تحسن محسوس، لافتا إلى أن عدد الوكالات البنكية يقارب 1700 وكالة، أي تطور إيجابي بـ2.3 في المائة مقارنة بسنة 2021، وأضاف المتحدث أن ملفات القروض تتم معالجتها في آجال لا تتجاوز 20 يوما، بينما تتم معالجة ملفات الاستثمار الكبرى في غضون 30 يوما. وفيما يتعلق بالإنجازات المحققة في مجال رقمنة النظام المصرفي، قال لطرش إنه تم تركيب أكثر من 3640 جهاز صراف آلي حتى الآن، بالإضافة إلى ذلك، تم تشغيل 37 ألف محطة دفع إلكتروني حتى الآن، بزيادة قدرها 23 بالمائة في عام 2022 مقارنة بعام 2021، حسب ذات المسؤول.

وأشار أيضا إلى أن المدفوعات عبر محطات الدفع الالكتروني، شهدت في عام 2022 زيادة بنسبة 27.99 بالمائة، مع تسجيل أكثر من 2.7 مليون معاملة بقيمة 19 مليار دولار، مضيفا أن المدفوعات على الشبكة الالكترونية شهدت أكثر من 9 ملايين معاملة في عام 2022، بزيادة قدرها 62 من المائة مقارنة مع عام 2021، وأوضح أن أكثر من 13.5 مليون بطاقة بنكية متداولة حتى 31 ديسمبر 2022، أي بزيادة 17 من المائة مقارنة بعام 2021.

وذكر رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية بالاجتماع، الذي عقد الأحد الماضي، برئاسة وزير المالية لعزيز فايد، والذي ضم جميع مسؤولي البنوك العمومية، مؤكدا أنه خلال الاجتماع وجهت تعليمات صارمة للبنوك العمومية لتحسين جودة الخدمة والسرعة في معالجة العمليات المصرفية، وتحديث العمليات المالية، ورقمنتها بغية السماح لجميع الزبائن بالاستفادة من خدمة جيدة ضمن آجال تستجيب لتطلعاتهم.

وحسب لطرش، فإنه من بين التعليمات الموجهة خلال الاجتماع تعميم أجهزة الدفع الإلكتروني على مستوى المتاجر، موضحا أن كل بنك ملزم بضمان ما بين 3000 و4000 جهاز للدفع الإلكتروني على الأقل لدى زبائنه.

وفيما يخص دور البنوك في مرافقة سياسة التصدير خارج المحروقات، قال المتحدث إنه جار التحضير لإطلاق بنكين جزائريين بكل من السينغال وموريتانيا بالإضافة إلى مشروع بنك الجزائر الخارجي بفرنسا، وبرأيه فإن الافتتاح الفعلي لهذه الفروع البنكية، سيتم خلال السنة الجارية عقب الحصول على الاعتمادات.

وبشأن القروض غير المسددة لدى البنوك، أشار المتحدث إلى أن هذه الأخيرة ورثت هذا الوضع المترتب عن حالة تسيير، وهي بصدد تطهير وضعها للانطلاق على أسس متينة، وحول قروض الاستهلاك الممنوحة في إطار اقتناء السيارات المرتقب أن تنتج مستقبلا محليا، أكد لطرش بأن نسب الفوائد التي ستطبق ستكون مغرية.

وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

dc@mf.gov.dz

Poste: 2784

www.mf.gov.dz

@MFinance_dz

@MFinancesdz

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL

Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger